

*Loi anti-inflation*

D'après le *Star* de Toronto, de samedi dernier, le président de la Commission de lutte contre l'inflation aurait déclaré que la Commission se cherche des volontaires dans le monde des affaires «qu'elle puisse présenter au public comme objet de ses rigueurs» quand elle publiera la semaine prochaine des exemples de réductions imposées aux hausses de prix projetées. En supposant qu'il ait été cité correctement, alors à mon avis le président n'adopte pas la meilleure attitude. Mais il est plus probable qu'il ait voulu faire une boutade. Par ailleurs, lorsqu'on publiera les décisions, à mon avis, la société qui se rend volontairement à la décision de la Commission sur les prix ne devrait pas être plus stigmatisée que le syndicat qui accepte volontairement une décision sur les salaires.

La publication des réductions de prix veut non pas forcément montrer les entreprises du doigt mais confirmer l'efficacité du programme en ce qui touche les prix. Le président de la Commission ne s'est pas inquiété, ou du moins il ne l'a pas dit, des susceptibilités des groupes de travailleurs mentionnés dans les décisions de la Commission déjà publiées, ni de la possibilité qu'on juge qu'ils sont montrés du doigt pour avoir tenté d'obtenir une hausse de salaire supérieure, de l'avis de la Commission, aux lignes directrices.

D'après moi, il importe plus d'assurer l'efficacité et la crédibilité de la Commission auprès du grand public que de ménager les susceptibilités des sociétés. Pour que le public continue à cautionner le programme, il faut lui montrer qu'il est appliqué équitablement.

Le bill C-89 ne renferme que quelques mesures urgentes qui sont nécessaires à une application plus équitable et plus efficace du programme. Nous devons toutefois aller bien plus loin que cela au fil des mois. Il convient d'appuyer la mesure de réglementation des prix et des revenus parce qu'elle vise à protéger, et en réalité à améliorer, le revenu réel de tous les Canadiens et à nous permettre de maintenir des prix compétitifs sur les marchés internationaux. A en juger d'après les toutes dernières statistiques relatives au coût de la vie, le programme donne des résultats encourageants dans le domaine des prix. En fin de compte, ce ne sont pas les mesures d'austérité mais bien un accroissement de la productivité qui permettra de nous sortir du marasme économique actuel et de réaliser ces objectifs à la longue.

C'est en accroissant la productivité que les Canadiens obtiendront une hausse réelle de leur pouvoir d'achat et de leur niveau de vie. Le gouvernement et la population en sont venus à admettre que le programme des prix et des revenus, en mettant les choses au mieux, offre un répit et permet ainsi d'appliquer des politiques visant à assurer une plus grande efficacité et une plus grande productivité économiques. Il faut maintenant trouver des moyens d'atteindre cet objectif. En fait, il faudra bientôt aller plus loin que cela et prendre des mesures pour accroître la productivité et l'efficacité de notre économie.

Pour ce faire, le gouvernement, le monde des affaires et les travailleurs doivent concerter leurs efforts. Mais c'est le gouvernement fédéral qui doit donner le ton en matière de coordination et d'initiative. Quelles sont les raisons de la baisse de productivité? La productivité canadienne, et plus précisément le rendement par employé, a décliné ces dernières années, notamment dans le secteur manufacturier. Pourquoi? Notre population active s'est accrue rapidement, mais à un rythme plus lent dans le secteur manufacturier, qui connaît une productivité plus grande que l'industrie des services.

[M. Gray.]

Les investissements en outillage et en matériel n'ont pas suivi le rythme de croissance des effectifs de la main-d'œuvre. Il y a la question de la compétence gestionnelle, celle de la diminution des travaux de recherche et de développement faits au Canada et, évidemment, celle de l'attitude des travailleurs à l'égard de leur travail. Un seul des aspects que je viens d'énumérer relève directement, encore que pas complètement, des travailleurs eux-mêmes. C'est au gouvernement et aux entreprises qu'il appartient de s'occuper de tous les autres éléments.

La productivité est devenue, comme le temps qu'il fait, un des sujets dont tout le monde parle, surtout le gouvernement. Mais à la différence du climat, le gouvernement et le secteur privé peuvent réellement faire quelque chose pour l'améliorer. Le gouvernement parle de plus en plus du besoin d'accroître la productivité, mais on n'a posé jusqu'ici que peu de gestes concrets. Il devrait y avoir, à mon point de vue, un centre national de la productivité où les gestionnaires, les travailleurs et le gouvernement chercheraient ensemble à reconnaître les obstacles qui empêchent d'améliorer la productivité et établiraient conjointement des plans pour atteindre le but visé. Nous n'avons encore rien de cette nature. Les organismes du gouvernement fédéral semblent de leur côté accomplir un travail bien peu en rapport avec les besoins.

Le gouvernement doit faire porter son attention sur un certain nombre de domaines, il doit, en particulier, prendre des mesures pour améliorer les techniques permettant de résoudre, volontairement et sans grève, les différends qui opposent les travailleurs et les employeurs, pour améliorer les conditions matérielles de travail et les techniques faisant participer davantage les travailleurs aux décisions touchant leur travail et aux moyens de les exécuter. Ces mesures auront, je crois, un effet bénéfique sur la motivation des ouvriers et sur leur attitude à l'égard de leur travail, donc sur la qualité de la production. Le gouvernement se doit d'agir pour enrayer le fléchissement de la recherche et de l'expansion de l'industrie canadienne, conséquence qui me paraît tirée du fait que notre économie est dans une très large mesure sous contrôle étranger, et ce dernier point me semble aussi digne d'attention.

● (1540)

Il est également nécessaire de réviser le programme de lutte contre l'inflation de manière à ce qu'il puisse mieux encourager tant le patronat que le salariat à produire davantage. Les modifications aux règlements anti-inflation annoncés par le ministre des Finances au début de ce débat et qui portent sur des primes d'intéressement aux bénéfices pour les travailleurs me semblent une heureuse initiative. Bref, le gouvernement fédéral doit faire preuve de fermeté et adopter des mesures concrètes pour améliorer la productivité de nos industries. Espérons que dans quelques mois les pouvoirs publics fédéraux et provinciaux élaboreront des programmes qui exprimeront leur intérêt dans ce domaine.

Dans un discours qu'il prononçait à Vancouver le 12 février, le premier ministre (M. Trudeau), parlant du répit offert par les mesures de contrôle, a indiqué qu'il devrait servir...

... à définir le genre de société que nous voulons, le genre de choix que nous voulons faire en tant que nation et à trouver les meilleures méthodes pour atteindre nos buts.

Si cette période doit avoir cette utilité, quel est le meilleur moyen d'y parvenir? J'ai déjà dit en d'autres occasions que plusieurs choix s'offrent à nous. Toutefois, la définition de ces choix et de ces objectifs n'est pas réservée à un groupe de planification qui œuvrerait en secret au sein du